LE SNETAP-FSU INTERPELLE LES CANDIDATS

Réponse de Monsieur Benoît HAMON

1/ Quel ministère pour l'Enseignement agricole

Dans la volonté de valoriser ses particularités, l'enseignement agricole conserve pour vocation d'être maintenu au sein du ministère de l'agriculture en renforçant l'approche agro-écologique mais aussi une démarche plus globale intégrant la problématique de l'alimentation, de l'enseignement supérieur et la recherche agricoles.

Dans ce cadre, je ferais bénéficier l'enseignement agricole des moyens supplémentaires consacré à l'éducation à hauteur de 700 postes sur les 40 000 que je propose de créer en cinq ans dans l'Education nationale.

Surtout, l'enseignant technique agricole public doit être associé de façon plus étroite dans le cadre de la responsabilité conjointe État-Région en matière de carte des formations. Cela concerne l'ensemble des dispositifs de formation : scolaire, par apprentissage et par la formation continue tout au long de la vie. Sa composante enseignement général doit être aussi intégrée dans la réflexion du ministère de l'Education nationale pour faire face aux poussées démographiques des zones péri-urbaines et littorales mais aussi et surtout utiliser le formidable maillage rural pour rapprocher le secondaire général des populations rurales.

De façon plus générale, le rapprochement de l'enseignement agricole avec le ministère de l'Education nationale et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sera amélioré au niveau national où je réactiverai la commission nationale ad-hoc, qui n'a jamais vraiment fonctionné, et au niveau régional où les autorités académiques devront réellement coopérer.

2/ Rapport public-privé dans l'Enseignement Agricole.

- **Comment entendez-vous sanctuariser des moyens de l'Enseignement agricole et la Formation professionnelle agricoles publics.**

Comme cela est évoqué dans la question 1 et le préambule qui fixe le cadre des mesures concernées, l'enseignement agricole public sera intégré au plan de création de postes pour le système éducatif. Ces 700 postes, la formation des enseignants ayant été rétablie lors du précédent quinquennat, pourront être déployés pour du face à face élève et permettre une politique d'ouverture de nouvelles structures pédagogiques de formation, ainsi que la mise en œuvre des "autres missions". Cette problématique des moyens et du développement de l'enseignement agricole public doit aussi s'inscrire dans une meilleure collaboration avec l'Éducation nationale notamment dans le cadre du renforcement de filière générale. Il en sera de même pour l'enseignement supérieur qui sera une priorité budgétaire.

- **Entendez-vous donner, comme le souhaitait Louis Le Pen, la priorité au service public ?**

Je m'inscris dans une perspective où le ministère en charge de l'agriculture a une **responsabilité particulière vis-à-vis de l'enseignement agricole public** ; il doit en assurer, dans ses compétences, l'animation et le pilotage national. Par ailleurs, il a la charge de mettre en œuvre les dispositions législatives et réglementaires relatives au service public de l'éducation-formation auxquels les établissements privés sous contrat participent. De nombreuses dispositions seront donc revues dans ce contexte général : approche globale des évolutions annuelles de structures pédagogiques scolaires, par apprentissage et par la formation continue, seuils de dédoublement, publicité sur les formations, mobilisation de l'inspection de l'enseignement agricole, coopérations avec les régions, etc.

3/ Régionalisation et voie professionnelle & 4/ Voie professionnelle de l'Enseignement agricole

L'objectif de massification de système éducatif, tout en restant perfectible, a permis d'élever de façon significative le niveau de formation des nouvelles générations. Il n'en demeure pas moins que beaucoup trop de jeunes sortent du système éducatif sans diplôme ; cet aspect doit constituer une priorité pour la totalité du système éducatif.

Concernant plus spécifiquement la régionalisation, elle constitue globalement un succès mais on peut constater aussi certaines difficultés liées d'une part à la diversité des politiques mises en œuvre par les différentes collectivités et d'autre part la nécessité de travailler encore en terme d'image de la voie professionnelle. C'est l'objectif que j'ai présenté de faire des lycées professionnels des voies d'excellence et d'y favoriser les possibilités de poursuite d'études. Sa mise en œuvre doit poser, dans la concertation avec les acteurs de l'éducation, la problématique de la rénovation de la voie professionnelle. Il n'en demeure pas moins qu'un des objectifs demeurent l'accès à l'enseignement supérieur pour les filières de Bac Pro. Ce sujet a déjà connu une évolution importante depuis 10 ans, l'enseignement agricole étant précurseur en la matière.

Je connais votre insistante préoccupation portant sur le bac professionnel en trois ans ; afin de lever les ambiguïtés sur ce sujet, je vous propose de mettre en place une évaluation indépendante conduite par le CNESCO qui a des attributions législatives sur l'Enseignement agricole.

5/ Le travail des enseignant.es de l'Enseignement Agricole Public & 6/ La situation des non titulaires au ministère de l'Agriculture

La question n'est absolument pas pour moi d'être dans une logique d'augmentation du temps de travail, je me suis exprimé de façon extrêmement claire sur ce sujet en évoquant ma volonté d'une diminution du temps de travail en général de 35h à 32h. Cependant, le calcul du temps de travail des enseignants s'effectue sur des bases différentes. Dans le cadre de vos revendications, vous militez pour un ministère unique et, dans le cadre du ministère de l'agriculture, pour la parité statutaire avec l'Education nationale. Cette position, que je partage en terme de parité statutaire, implique une similitude des rémunérations et des modalités de calcul de temps de travail. Cependant le problème ne se pose pas uniquement en terme de temps de travail, aspect qui s'avère fort restrictif, mais dans l'organisation de ce temps de travail entre les différentes activités d'enseignement-formation face à un public en évolution forte dans tous les dispositifs de formation. L'Enseignement agricole public a été particulièrement précurseur en la matière dans les années 1980 et 2000 avec la pluridisciplinarité. Plus tôt dans l'histoire, l'enseignement socio-culturel avait fait l'objet d'un statut particulier qui mérite, même s'il faudrait probablement le revisiter, d'être examiné. Il faut donc, dans le cadre la réforme du lycée, revoir les conditions de travail des personnels de l'éducation. Mais je me suis déjà engagé à revaloriser les conditions de travail des enseignants et des personnels administratifs, en matière de rémunération comme de gestion des carrières et de médecine du travail.

Par ailleurs, un effort sans précédent doit être fait sur la formation continue des enseignants, je considère que cela constitue un élément primordial. A cet effet, j'ai proposé que chaque enseignant bénéficie de trois, cinq ou dix jours de formation tous les ans.

Sur la situation des non-titulaires, ma volonté reste de limiter le recours aux statuts précaires pour tout ce qui relève des missions de l'Etat. Je programmerai, un nouveau plan de déprécarisation pour les contractuels d'Etat. S'agissant des agents contractuels sur budgets des établissements publics, je propose d'examiner des évolutions paritaires de leurs situations avec celles des personnels analogues relevant de l'éducation nationale, GRETA en particulier.

7/ Les exploitations agricoles des EPLEFPA

En terme de cadre législatif, d'enjeux de formation et d'enjeux des territoires, les missions actuelles doivent être confortés à commencer bien évidemment par la fonction de Formation. D'autre part le titre 4 de la loi d'Avenir agricole propose des pistes par rapport aux "autres

missions", notamment pour utiliser le formidable réseau des exploitations. Je déclinerai ces articles de loi en textes réglementaires pour valoriser les missions de développement, d'expérimentation et d'animation du territoire. Cela doit se faire en collaboration avec les conseils régionaux.

En terme d'enjeu financier, j'adhère à votre proposition d'optimisation et d'une nécessaire bonne gestion. Le surcoût pédagogique doit faire l'objet d'un financement de la part des conseils régionaux. De nombreuses régions le font en soutenant l'investissement et/ou le fonctionnement. Il demeure cependant un problème d'harmonisation des modalités d'intervention des régions pour assurer un traitement équitable sur l'ensemble des territoires.

Cette question doit être abordée dans le cadre d'avenants aux conventions ministère de l'Agriculture/Association des Régions de France.

Je propose bien évidemment de maintenir les postes de directeurs d'exploitations fonctionnaires pour toutes les exploitations, centre constitutif des EPLEFPA. Je proposerai une évolution de leur statut sur la base du statut d'emploi des directeurs d'EPL.